



Conseil Démocratique Kurde en France

Communiqué du CDK-F concernant la décision de retrait des Etats-Unis du nord de la Syrie

Ce lundi, nous avons été témoins d'une déclaration consternante de la Maison Blanche qui signifie un soutien clair à une opération d'invasion turque contre les régions de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES).

Après des années de lutte contre le djihadisme, l'obscurantisme et l'instabilité provoquée par la Turquie, les Kurdes ainsi que les autres composantes de la région sont menacés par une nouvelle phase de guerre, de chaos et de crise avec l'annonce outrageante de la Maison Blanche. Dans la foulée d'un entretien téléphonique entre Trump et Erdogan, les Etats-Unis ont annoncé leur retrait du nord de la Syrie, laissant le champ libre aux velléités expansionnistes et génocidaires de la Turquie.

L'engourdissement de la France ainsi que des autres Etats européens concernant la résolution de la question kurde en Syrie laisse à nouveau le champ libre à la Turquie et met gravement en danger la sécurité de la population civile dans la région.

Une invasion turque dans le nord de la Syrie entraînera un nouveau massacre des kurdes dans la région et une nouvelle vague de réfugiés vers l'Europe. Au-delà d'aggraver encore l'instabilité de la Syrie, elle aura pour conséquence de renforcer les groupes djihadistes.

La menace n'est pas que pour les Kurdes et les autres composantes de la région, mais aussi pour l'Europe et la France en particulier.

La présence turque en Syrie nourrira Daesh. La restructuration des organisations djihadistes se traduira en attentats, en incertitude, en crise et chaos pour l'Europe.

Il est plus que jamais urgent de s'opposer à la décision honteuse et absurde de la Maison Blanche. Il en va de la sécurité des Kurdes et des autres peuples de la région, mais aussi de la France.

Nous appelons la France à :

- **adopter enfin une position claire en faveur de la sécurité des Kurdes et des Français.**
- **user de ses pouvoirs diplomatiques et économiques pour faire pression sur Erdogan et stopper les visées génocidaires de la Turquie à l'encontre des Kurdes**

Nous appelons par ailleurs toutes les organisations politiques, syndicales et associatives, les journalistes, artistes et toutes les personnes attachées à la démocratie et aux droits humains à réagir auprès du gouvernement français pour manifester leur soutien aux Kurdes et aux autres composantes de la région, et pour empêcher une offensive turque.